



INDUSTRIES DU BOIS et de L'AMEUBLEMENT...

LA CASSE DE NOS EMPLOIS

Mars 2013

... suite ...



avec 1685 salariés, assigne LAPEYRE et SAINT-GOBAIN

en justice

1 685 salariés du Groupe LAPEYRE / SAINT-GOBAIN, la CGT et Force Ouvrière ont assigné leurs patrons en justice devant le Tribunal de Nanterre.

SAINT-GOBAIN via LAPEYRE, a créé un montage financier qui leur a permis, pendant des années, de ne verser - quasiment pas - de participation aux bénéficiaires. Alors que cette participation est obligatoire pour les entreprises de plus de cinquante salariés.

L'arnaque (*le montage financier*), est que deux sociétés de moins de 50 salariés (*donc non soumises à la participation*) ont capté 96 % des bénéfices du Groupe LAPEYRE. Donc, pour les salariés du Groupe, la participation a été calculée sur seulement 4 % des bénéfices dégagés par celui-ci.

Le cabinet d'expertise comptable ALTINÉA, nommé sur plusieurs entreprises du Groupe par les syndicats, a constaté ce montage financier.

Depuis 2009, les syndicats ont obligé la direction à négocier et à signer un accord de participation au niveau du Groupe LAPEYRE : usines, plate-forme logistique, magasins et siège social.

Entre 2002 et 2008, le montant du préjudice subi est estimé à 81 millions d'euros. Il varie de quelques centaines à une quinzaine de milliers d'euros par salarié.

Les travailleurs, appuyés par la CGT, ont attaqué leur direction pour pratique abusive en matière de participation aux résultats.

En effet le Groupe SAINT-GOBAIN, qui a enregistré 1,28 milliard d'euros de bénéfices en 2011, et versé 650 millions d'euros de dividendes aux actionnaires pour la même période, peut payer les 81 millions d'euros dont les salariés ont été privés.

Dans le contexte actuel, LAPEYRE continue à appliquer une politique industrielle suicidaire en choisissant de rémunérer les actionnaires, sans investir dans l'outil industriel.

Depuis quelques décennies, LAPEYRE se sert des usines pour faire un maximum de profit et pressure leurs résultats pour ne reverser que le minimum du minimum à la véritable force de travail que constituent les salariés, notamment par une politique salariale d'un autre temps.

Les usines de productions du Groupe sont aujourd'hui à l'agonie et nous pouvons craindre que le PSE en cours chez COUGNAUD en Vendée ne soit que le début d'une politique de destruction des emplois industriels. La véritable ambition de LAPEYRE ne serait-elle pas de se débarrasser de ses sites de production, pour se tourner doucement mais sûrement vers le négoce pour alimenter ses magasins ? Comme dit le dicton « *lorsque l'on veut tuer son chien on l'accuse de la rage* » !

Fédération Nationale des Salariés de la Construction - Bois - Ameublement

Case 413 - 263, rue de Paris - 93514 MONTREUIL Cedex - Tél. : 01 55 82 85 02 - Fax : 01 48 59 10 37 - CCP 4115-22 M Paris

Boîte aux lettres (e-mail) : construction@cgt.fr - Site internet : www.construction.cgt.fr